

ARRÊTÉ n° 2025-DCAT-BEPE- 376

du 16 OCT. 2025

mettant en demeure la société Air Liquide France Industrie de respecter, pour son installation sise sur le territoire de la commune de Richemont, certaines dispositions de l'article 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié (prévention des accidents majeurs)

Le préfet de la Moselle
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du mérite

- Vu** le livre I, titre 7 du code de l'environnement, et notamment son article L.171-8-I ;
- Vu** le livre V, titre I^{er}, section 9 du code de l'environnement ;
- Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu** le décret du 28 avril 2025 portant nomination de M. Pascal Bolot, préfet de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté DCL n° 2025-A-97 du 9 septembre 2025 portant délégation de signature de M. Philippe Deschamps, assurant l'intérim des fonctions de secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
- Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2014-DLP/BUPE-2 du 08 janvier 2014 modifié autorisant la société Air Liquide France industrie à exploiter une nouvelle unité de séparation des gaz de l'air pour le site de la Centrale de l'Est, route nationale à Richemont ;
- Vu** le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 17 septembre 2025 relatif à la visite d'inspection du 28 août 2025 ;
- Vu** le courriel du 18 juillet 2025 de transmission du rapport de l'inspection des installations classées à la société Air Liquide France industrie ;
- Vu** l'absence de réponse formulée par la société Air Liquide France industrie dans le délai imparti ;

Considérant que lors du contrôle du 28 août 2025, l'inspection des installations classées a constaté que les dispositions de l'article 3 de l'annexe I (partiel) de l'arrêté ministériel du

26 mai 2014 modifié susvisé n'étaient pas respectées en raison de l'absence de chapitre précisant les actions mises en œuvre pour la maîtrise des risques liés au vieillissement des équipements et à la corrosion dans son système de gestion de la sécurité (SGS) ;

Considérant que le non-respect de ces dispositions est de nature à engendrer des dangers pour les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et notamment la sécurité ;

Considérant les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : « Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. »

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture, de la Moselle ;

ARRÊTE

Article 1^{er} :

La société Air liquide France Industrie (SIRET : 31411950400012) dont le siège social est situé 6 rue Cognacq-Jay, 75007 Paris est mise en demeure de respecter, pour ses installations situées sur le territoire de la commune de Richemont, localisées Centrale de l'Est – Route Nationale, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 3 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié susvisé rappelées ci-après, pour ce qui concerne les actions mises en œuvre pour la maîtrise des risques liés au vieillissement des équipements et à la corrosion dans son système de gestion de la sécurité (SGS).

"3. Maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation

[...] Le système de gestion de la sécurité définit également les actions mises en œuvre pour maîtriser les risques liés au vieillissement des équipements mis en place dans l'établissement et à la corrosion.

[...]"

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours :

En vertu de l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

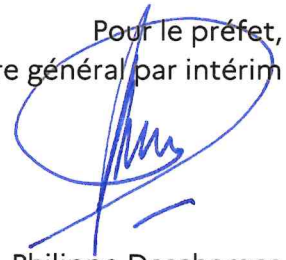
Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Les particuliers et les personnes morales de droit privé non chargées de la gestion d'un service public peuvent déposer leur recours par voie dématérialisée via l'application Télérecours citoyens depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

Article 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Air liquide France Industrie et dont une copie est également transmise, pour information, au sous-préfet de Thionville et au maire de Richemont.

Pour le préfet,
Le secrétaire général par intérim

A handwritten signature in blue ink, consisting of a large, stylized 'P' followed by several loops and a final horizontal stroke.

Philippe Deschamps

